

A quoi assistons-nous à Bangui ces temps-ci ?

Répondons d'emblée sans détours cette question.

- Nous assistons à une grande faiblesse qu'instrumentalisent des « pseudo-responsables de tout bord »

Souvenez – vous en ! Et redressons-nous.

Vous qui me faites l'amabilité de me lire : « Malheurs aux faibles ». Ainsi va le monde. Il est donc bon que les conclusions du Forum national soient appliquées, fermement, jusqu'aux élections.

« L'on ne doit pas entreprendre de faire venir tout d'un coup à la raison ceux qui ne sont pas accoutumés de l'entendre ; mais il faut tâcher peu à peu, soit par des écrits publics, soit par les voix des Prédicateurs, soit par tels autres moyens, à la leur faire concevoir »

René Descartes

C'est un constat de grande faiblesse, que d'écrits en écrits, de tribune en tribune, nous faisons régulièrement pour sensibiliser, dénoncer, refuser le déclin, huer les opportunistes et abuseurs, les politicards etc...

Ce constat est que la Centrafrique est faible, trop faible. Ces artères, les institutions ont été soit bouchés, détruits ou abandonnés. Relisez, vous qui me lisez pour la première fois d'autres textes publiés depuis cette crise...

Quels sont ceux qui n'ont guère intérêt que les processus devant déboucher au Référendum puis aux élections ne puissent avoir lieu ?

Il est évident que les sieurs Bozizé et ses affidées, ainsi que Nourrédine Adam et Djotodia sont ces personnes-là. C'est si patent ! Eux et leurs hommes de main sans scrupules profitent des défauts des centrafricains, qu'ils savent trop réactifs !

Mais, ce qui interpelle, est que la Présidente et ses conseils, par cette résurgence de violences à quelques jours des votes de la nouvelle Constitution par référendum, et de l'octroi des fonds et des logistiques pour le bon déroulement des élections, paraissent surpris. Quand l'on sait que toute politique se résume en un art d'anticipation, l'on agit en tenant aussi compte des intentions adverses.

Or la Centrafrique est très faible : des prisonniers importants sont libérés en plein jour par un groupe d'individus. Des quartiers, tel le PK5 ou le PK8 abritent des individus criminels contre lesquels l'état ne fait rien !

A cette faiblesse, certains préconisent la fin de cette transition, et le début d'un autre. D'autres, font appel à l'armée (très affaiblie et pour cause...).

Mon avis est tout autre. Je ne suis pas pour une troisième transition, car une transition n'est pas un « état normal » quant aux fonctionnements des institutions de la République. Moins cela dure, mieux c'est. Quid des ambitions ou des calculs des uns et des autres...

Alors que faire ?

. Il incombe à la Présidente de vouloir ou non s'entourer de stratèges ou de proches uniquement !

Il est indispensable d'élargir le Conseil de défense et de sécurité à d'autres personnalités militaires et civiles, tombés ou non en disgrâce. A situation exceptionnelle, réponse exceptionnelle.

. Les quartiers foyers de troubles doivent être entièrement désarmés. Pour cela, l'on doit s'appuyer sur tous les services de Renseignements (des Sangaris et de la Minusca...) des FACAs, de la Gendarmerie et de la Police nationale.

. S'agissant de combats asymétriques, il est suicidaires d'y envoyer des militaires en tenue. L'on doit utiliser toutes les techniques appropriées dans de tels cas pour mettre hors d'état de nuire les hommes de main des forces négatives.

. C'est aisé de se laisser aux émotions d'exiger la fin de la transition. La société civile ne doit pas faire le jeu des fossoyeurs du pays, en accélérant la chute par le chaos ! A qui profitera une telle situation ? A ceux qui hier, étaient aux affaires pour saborder le Pays.

Paix sur la R.C.A. pour qu'elle renaisse plus forte !

Léon Kidjimalé Grant

30/9/215